



Le président de la république s'est exprimé ce soir dans un contexte de crise sociopolitique dans les régions du Sud-ouest et Nord-Ouest, Paul Biya a également passé en revue les autres faits majeurs qui ont influencé l'actualité du pays tout au long de l'année

Voici l'intégralité du discours du président de la république, 31 décembre 2018

Camerounaises,

Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Le septennat qui vient de commencer devrait être décisif pour notre pays. Il pourrait même être l'un des moments les plus importants de notre histoire depuis notre indépendance.

Je m'explique. Au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, nous avons édifié progressivement des institutions démocratiques.

Nous nous sommes efforcés d'établir la sécurité sur l'ensemble de notre territoire. Nous

avons tout fait pour passer d'un modèle économique obsolète à un système plus moderne et plus conforme à notre intérêt national. Il s'agissait bien entendu d'une œuvre de longue haleine.

Certains objectifs, comme l'établissement de la démocratie, ont été atteints. Ceux qui concernaient la sécurité ne l'ont été qu'en partie, en raison de fortes menaces intérieures et extérieures.

D'autres enfin, les plus ambitieux parce qu'ils visaient la transformation de notre société, ont été patiemment mis en chantier.

Des difficultés imprévues ont compliqué notre tâche. Dans les années 80, la forte détérioration des termes de l'échange a compromis notre marche en avant. Dix ans plus tard, la crise économique et financière mondiale a brisé notre élan et ralenti notre croissance.

Plus récemment, la baisse des cours du pétrole et des matières premières a eu le même effet. Mais, nous n'avons pas baissé les bras. Face à l'adversité, nous avons élaboré une stratégie de développement articulée en trois temps : les grandes ambitions, les grandes réalisations et les grandes opportunités. Cette dernière étape, nous l'espérons, devrait nous conduire au seuil de l'émergence. Il n'est peut-être pas inutile de préciser ce que nous voulons dire par émergence.

De façon générale, le terme s'applique à un changement de situation dans le sens d'une amélioration. Dans son acception courante, il signifie le passage de l'état de sous-développement à celui de pays développé.

C'est bien ainsi que nous l'entendons et c'est pourquoi j'ai demandé qu'il soit érigé en « cause nationale ». Je crois que les prochaines années seront déterminantes pour atteindre cet objectif. Il nous faudra pour cela nous atteler à trois tâches fondamentales : rétablir la sécurité, conforter notre croissance économique et améliorer sensiblement les conditions de vie des Camerounais.

LA SECURITE étant la condition sine qua non de la paix civile et du progrès économique et social, elle devra avoir la priorité. La situation étant stabilisée à l'Extrême-Nord et sous contrôle à notre frontière orientale, c'est le contexte qui prévaut dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui retiendra l'essentiel de mon attention.

J'ai eu récemment l'occasion de m'exprimer sur les problèmes qui les concernent. J'ai dit et je le confirme que j'éprouve la plus grande sollicitude envers les populations de ces deux régions.

Je suis très sensible à leurs inquiétudes concernant leur sécurité et à leurs aspirations touchant le retour au calme et à une vie sociale normale.

Si l'appel à déposer les armes que j'ai lancé aux entrepreneurs de guerre reste sans réponse, les forces de défense et de sécurité recevront instruction de les neutraliser. Je suis bien conscient en effet de la désolation que ces insurgés infligent aux populations de ces régions.

Cette situation ne peut plus durer. Dans un esprit de concorde nationale, j'ai décidé, pour éviter le recours à des mesures extrêmes, de créer un « Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration ».

Cet organisme, placé sous l'autorité du Premier Ministre, aura pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix qui leur a été faite. Cette initiative, je le souligne, offre une porte de sortie honorable à ces ex-combattants ainsi qu'une perspective de réinsertion sociale. Elle devrait permettre le retour au calme et à une vie normale.

D'autre part, des mesures seront prises dans les meilleurs délais possibles pour accorder aux collectivités territoriales de notre pays les compétences qui leur permettront de prendre une plus large part dans la gestion des affaires locales. Parallèlement, la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme sera accélérée.

Par ailleurs, j'entends poursuivre le dialogue engagé avec les personnes de bonne volonté pour un retour définitif à la paix. Paradoxalement, les événements malheureux qui touchent la vie sociale depuis de longs mois au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, ont eu un effet qui pourrait surprendre plus d'un d'entre nous.

Les populations de ces deux régions auront pu constater la sincérité des intentions des autorités en ce qui concerne la délégation de nouveaux pouvoirs aux collectivités territoriales et la solidarité du reste de la Nation à leur égard. Mon souhait est qu'au bout du compte, l'unité nationale en sorte renforcée. Il sera indispensable aussi de conforter LE TAUX DE CROISSANCE de notre économie.

J'ai évoqué plus haut les raisons externes qui ont provoqué son fléchissement. Grâce aux mesures que nous avons prises, l'économie se redresse peu à peu. Mais il nous faudra faire davantage pour rester sur la trajectoire de l'émergence.

Sans entrer dans le détail de nos projets, car je me suis récemment exprimé sur le sujet, je me bornerai à rappeler que nous devons accorder une de nos priorités à la modernisation de notre agriculture en relevant ses objectifs de production et de diversification et en mettant à sa disposition les moyens techniques nécessaires.

Les grandes lignes de cette « révolution agricole » avaient été définies au comice d'Ebolowa et demeurent encore pertinentes. Il en va de même de notre grand projet d'industrialisation selon les orientations de notre Plan Directeur. Il conviendra de l'appliquer en priorité à la transformation de nos matières premières agricoles afin de gagner en valeur ajoutée et de réduire nos importations de biens et services. Nous continuerons à doter notre pays d'infrastructures d'énergie, à la fois pour répondre aux besoins de notre agro-industrie et de nos différents secteurs industriels ainsi que pour satisfaire les demandes de nos populations.

Aux barrages hydro-électriques s'ajouteront aussi des centrales solaires destinées à l'électrification des zones rurales. Les efforts considérables qui ont été déjà faits pour développer nos infrastructures de transport (routes, autoroutes, ports, aéroports) seront

poursuivis, au bénéfice de notre économie et de la mobilité de nos compatriotes. Par ailleurs, en concluant avec le FMI en 2017 un programme économique et financier appuyé sur une « facilité élargie de crédit », nous nous sommes engagés à poursuivre la mise en œuvre de nos réformes structurelles, à maintenir notre équilibre budgétaire et à veiller à la soutenabilité de notre dette extérieure. C'est dans ce cadre que nous devons assurer le financement de nos grands projets.

Pour cela, il nous faudra désormais faire davantage appel aux institutions financières qui pratiquent des taux concessionnels plus accessibles. D'autre part, il est inadmissible que la maturation de nos projets prenne beaucoup plus de temps que dans des pays de niveau comparable.

Ces délais devront être abrégés. Certains de nos problèmes tiennent au fait que les structures de notre économie nous rendent très dépendants de l'extérieur et en particulier des cours de nos produits de base. J'ai souvent dit que nous sommes en situation de produire une grande partie de ce que nous importons, qu'il s'agisse de produits d'origine agricole ou industrielle. Il faudra absolument en tenir compte.

La montée du protectionnisme ne nous laisse guère le choix. Dans le même ordre d'idées, il est indispensable que nous fassions davantage pour intégrer les progrès du numérique dans le fonctionnement de nos services publics et de notre économie.

La société digitale qui s'annonce n'attendra pas les retardataires. Une fois notre sécurité rétablie et notre croissance relancée, il nous reste à donner à notre démocratie LA DIMENSION SOCIALE qui doit être la sienne.

Au cours des dernières décennies, des progrès notables ont déjà été réalisés en ce sens. Il conviendra de redoubler d'efforts pour construire une société garantissant l'égalité des chances et des conditions de vie honorables pour l'ensemble de la population.

Nous continuerons donc : - à étendre un système éducatif de qualité à tous les niveaux en mettant l'accent sur la professionnalisation ;

- à multiplier les centres de santé, à compléter notre réseau d'hôpitaux de référence et à financer notre régime de sécurité sociale ;

- à résoudre le problème lancinant de l'habitat social ;

- à améliorer encore plus l'accès à l'eau potable et à l'électricité, y compris dans les zones rurales ;

- et enfin à promouvoir le rôle des femmes et des jeunes dans notre société.

De cette façon, nous finirons par faire reculer la pauvreté, source de diverses exclusions qui sont encore présentes dans notre pays. Un problème qui me tient particulièrement à cœur reste à résoudre. Je veux parler du chômage, et en particulier de celui des jeunes.

Bien entendu, les services de l'Etat qui sont chargés de trouver des réponses feront ce qu'ils doivent faire. Mais il faut être conscient que ce fléau social qui touche la plupart des pays de la planète, est étroitement lié au niveau d'activité économique, autrement dit à la croissance.

C'est pourquoi nous ferons tout notre possible pour encourager et stimuler le retour de la croissance que nous connaissons actuellement. Camerounaises, Camerounais, Mes chers compatriotes, Voilà donc le triple défi auquel nous sommes confrontés.

Si nous restons unis, solidaires et engagés, je ne doute pas que nous puissions le relever. Comme vous le savez, notre pays était engagé à accueillir le grand rendez-vous du football africain en 2019.

La Confédération Africaine de Football, au regard de certaines données, a pensé qu'il fallait procéder à un glissement de date. Nous en avons pris acte.

Comme je l'ai déjà dit, tous les investissements liés à l'organisation de la CAN seront réalisés. Je saisis cette occasion pour vous demander de rester mobilisés afin qu'à terme, la modernisation de nos infrastructures routières, ferroviaires, hospitalières et sportives liées à ce grand événement, se concrétisent : notre pays le mérite bien. Mes chers compatriotes,

En ces temps difficiles, croyez-moi, je consacre toute ma force et toute mon expérience au service de la paix, de l'unité et du progrès de notre cher et beau pays.

Je compte sur chacun de vous pour m'y aider.

Bonne et heureuse Année 2019 à vous tous.

Vive la République ! Vive le Cameroun ! Yaoundé, le 31 décembre 2018
